



Agression de Saint-Julien

«Cette attaque est le signe que la sociabilité est en crise»

Fabrice Breithaupt

L'altercation au cours de laquelle un Genevois a été poignardé est plus qu'un simple fait divers. L'analyse d'un sociologue.

Tout cela pour quelques litres de carburant... Le 5 octobre, un Genevois de 33 ans a été poignardé à Saint-Julien-en-Genevois par un autre automobiliste, âgé de 20 ans et originaire de la cité frontalière haut-savoyarde. Il s'était rendu à la station essence du supermarché Intermarché pour y remplir le réservoir de son véhicule.

Le conflit a éclaté dans la file d'attente pour accéder à la station essence. La victime aurait signifié à l'agresseur qu'il devait faire la queue comme les autres clients. Celui-ci a expliqué s'être trompé de file. Ce rappel aux règles de la bienséance aurait provoqué une réaction extrême, amenant l'agresseur à frapper de plusieurs coups de couteau le père de famille genevois, sous les yeux de sa femme et de ses enfants. Depuis vendredi, il est poursuivi pour tentative de meurtre. Quant à la victime, elle est sortie des soins intensifs après son hospitalisation aux Hôpitaux universitaires de Genève.

Cette agression n'est pas un simple fait divers, mais un fait de société. Sandro Cattacin, professeur de sociologie à l'Université

de Genève, décrypte pour la «Tribune de Genève» cette violente altercation révélatrice de tensions sociales globales, dont certaines sont spécifiques à la région franco-suisse. Interview.



Sandro Cattacin
Professeur de sociologie à l'Université de Genève

Un automobiliste se fait poignarder dans une station essence pour une question de file d'attente. Comment peut-on en arriver là?

Cette agression s'explique en partie par le contexte dans lequel elle s'est déroulée. Plusieurs raffineries pétrolières sont en grève en France, ce qui perturbe l'approvisionnement en carburants automobiles de nombreuses stations essence dans l'Hexagone.

Dans la région franco-suisse, ces risques de pénurie de carburants sont accentués par le fait que des automobilistes suisses viennent faire leur plein dans les stations essence de France voisine pour profiter d'une essence et d'un diesel moins chers qu'en Suisse (*ndlr: grâce aux aides de l'État français et à un taux de change du franc particulièrement favorable face à l'euro*).

Dans ce contexte, les Suisses peuvent être vus par les Français comme des concurrents, qui menacent leurs possibilités de remplir le réservoir de leur véhicule.

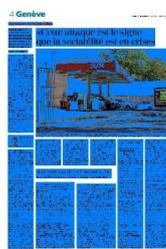
Ce geste extrême est-il

le signe d'un trouble social plus profond?

Oui. Nous traversons une période d'anomie, c'est-à-dire une situation où les normes sociales régulatrices sont perturbées. Ces normes, tacites, permettent aux individus de vivre ensemble pacifiquement et d'éviter de placer un gendarme derrière chaque citoyen pour le contrôler. Elles sont aussi utiles dans une file d'attente. Dans ce genre de situation, ce n'est pas la loi qui contraint chacun à tenir sa place et à respecter celle des autres, mais plutôt la bienséance: on respecte spontanément, par autocensure, la place de ceux qui sont déjà présents dans la queue et on s'y insère à leur suite, dans l'ordre d'arrivée. L'absence de ces normes ou leur non-respect peut entraîner de la violence, verbale généralement, mais cela peut déraiper, comme nous l'avons vu dans cette station essence de France voisine.

En rappelant à celui qui dépasse qu'il doit respecter la file d'attente et faire la queue comme tout le monde, on se transforme en une sorte de justicier de ces normes. On prend alors dans la société une place qui n'est pas la nôtre. Ce faisant, on prend aussi des risques selon qui on a en face de soi. Cette posture est délicate. En même temps, on a besoin de gens courageux qui, ne serait-ce que dans une optique civique et pédagogique, rappellent les règles du bien vivre ensemble.

Mais, entre un rappel à l'ordre



et la violence, il y a quand même une différence, un seuil qu'on dépasse dans cette affaire. Cette attaque est le signe que ce seuil n'est parfois plus perçu, et un signe que la sociabilité est en crise.

Il est donc important que les pouvoirs publics et les diverses associations agissent pour recréer du lien social afin que les personnes réapprennent à vivre ensemble. Cela peut passer par l'organisation, par exemple, de fêtes, de rencontres, de rituels qui créent un sentiment d'appartenance.

D'où vient cette anomie que vous décrivez?

Elle était déjà visible avant la crise du Covid-19. La pandémie l'a aggravée. Pendant environ deux ans, les populations ont subi différentes périodes de confinement. Les individus ont été isolés les uns des autres et les relations sociales ont été perturbées.

En outre, la pandémie a contraint les personnes à se protéger (masque chirurgical et distanciation sociale) des autres pour éviter d'être contaminées, de tomber malade, voire de mourir. L'«autre» est ainsi devenu une menace potentielle pour sa santé et sa survie. Cela a créé un sentiment de méfiance sociale généralisée. Or, la confiance est la base du bien-vivre en société. Résultat: un certain nombre d'entre nous est sorti de cette période dans un

état d'anxiété et de dépression.

Crise sanitaire, climatique, énergétique, guerre en Ukraine, inflation: ces événements ne peuvent qu'aggraver cet état d'anxiété et de dépression.

Oui. Tous ces événements ont plusieurs points communs entre eux: ils sont anxiogènes, ils accentuent la conscience qu'ont les individus de vivre dans un monde d'insécurité et ils menacent potentiellement la survie du groupe et celle des individus.

Griller une file d'attente serait-il le signe d'une société plus individualiste?

Oui. Et l'individualisme, l'égoïsme mettent en crise la civilité. La crise sanitaire avait déjà rompu chez certains la capacité à s'entraider. Cela est accentué par le contexte trouble et anxiogène que nous avons décrit. Des études sociologiques ont montré qu'en période de crise, la solidarité entre personnes s'amoindrit en fonction de la durée de l'événement: au début, les individus s'entraident puis, plus le temps passe, plus chacun se replie sur soi et fait passer ses intérêts, sa survie avant ceux des autres.

Dans ce contexte, on peut imaginer que celui qui dépasse dans une file d'attente perçoit peut-être les autres comme des ennemis pour sa survie. Et inversement, pour celui qui défend sa place et

veut empêcher l'autre de la lui prendre.

Mais évidemment, loin de moi l'idée, ici, de justifier l'agression dont on parle ni de mettre l'agresseur et l'agressé sur un même plan.

Sortir un couteau pour si peu, est-ce le signe d'une société plus violente?

En temps normal, ce genre d'altercation aurait dû être réglée par le dialogue. Au pire, il n'aurait dû y avoir que des gros mots, voire des insultes, et en rester là.

Dans cette affaire, au contraire, la situation a rapidement dégénéré en agression physique avec qui plus est l'utilisation d'une arme blanche. C'est le signe que notre société est en effet devenue plus violente, depuis quelques années déjà.

Une dégradation de la situation géopolitique internationale et de l'environnement économique pourrait aggraver le phénomène, en accentuant la peur de l'autre, le repli sur soi et l'anomie. Nous sommes en train d'apprendre la méfiance et non la confiance comme tactique de survie.

Par ailleurs, on peut aussi s'interroger sur la santé mentale de l'agresseur. Mais je ne me prononcerai pas ici sur cet aspect, car je ne suis ni psychologue ni psychiatre, et je ne connais pas le profil psychologique de l'individu en question.



Le 5 octobre, un Genevois a été poignardé à la station essence du supermarché Intermarché de Saint-Julien-en-Genevois, en Haute-Savoie, où il s'était rendu pour remplir le réservoir de son véhicule. Il avait reproché à un autre automobiliste de ne pas faire la queue comme le reste des clients. LUCIEN FORTUNATI



«Les politiques doivent recréer du lien entre les deux côtés de la frontière»

● Les automobilistes présents le jour de l'agression auraient tardé à réagir et à porter secours. Comment expliquer cette passivité?

Il peut y avoir de la peur, bien entendu, ce qui est naturel. Et, à nouveau, dans un contexte de méfiance sociale, les individus sont moins enclins à réagir pour porter secours à autrui. Mais il faut aussi dire deux choses. D'abord, les faits, semble-t-il, se sont déroulés très rapidement. Ensuite, un automobiliste dans une file d'attente est assis dans l'habitacle de son véhicule. Dans ces circonstances, il a pu être difficile pour certains de prendre conscience de l'altercation ou, du moins, d'apprécier la situation et d'évaluer correctement les risques encourus en cas d'intervention. Du reste, en pareilles circonstances, on ne sait pas toujours comment réagir.

Cette agression s'est produite dans une région frontalière où les inégalités socioéconomiques sont marquées. Selon nos informations, l'agresseur habite Saint-Georges, un quartier modeste de Saint-Julien-en-Genevois. Ce contexte régional peut-il aussi expliquer le drame?

Un tel terreau est en effet de nature à créer un sentiment d'injustice et de frustration chez ceux qui n'ont pas la possibilité de profiter des avantages qu'offre cette région. Cela peut provoquer de la colère, voire de la violence, a fortiori chez des personnes fragiles ou fragilisées par un contexte

trouble et anxiogène comme celui dans lequel nous sommes actuellement.

Dans notre région frontalière, les tensions entre Suisses et Français sont plus ou moins courantes, chacun reprochant à l'autre ses comportements et ses travers, mais elles sont rarement graves. La crise des carburants automobiles en France est une nouvelle source de tensions sur notre territoire commun, mais divisé.

On peut regretter qu'un élu régional français ait jeté de l'huile sur le feu en critiquant les Suisses qui viennent faire leur plein en France (*ndlr: en août, le député de Haute-Savoie Loïc Hervé avait créé la polémique en s'insurgeant contre le fait que des Helvètes profitent de la ristourne du gouvernement français sur les prix des carburants pour remplir leur réservoir dans l'Hexagone*).

Le rôle des hommes et femmes politiques devrait plutôt être de (re)créer du lien social des deux côtés de la frontière. Le Grand Genève est une réalité territoriale. La coopération et les échanges économiques sont forts. Mais il manque une vision sociale et culturelle, et une identité commune. Ce qui peut faire penser à certains que ce projet ne profite qu'aux élites politiques et économiques, et faire qu'ils s'en sentent exclus. Il faudrait créer un rituel social pour consolider l'appartenance à cette communauté de destin. Et pourquoi pas imaginer une sorte de «fête nationale» propre au Grand Genève, comme le 1^{er} Août en Suisse ou le 14 Juillet en France? **FBR**